

***Le Canada a été
parmi les premiers
à promettre une
contribution au
titre du Fonds de
contributions
volontaires pour
l'aide aux pays
victimes de l'emploi
ou de la menace de
l'emploi d'armes
chimiques***

L'Autorité nationale du Canada pour la CAC a entretenu des relations actives avec ses homologues d'un certain nombre d'autres États signataires. Elle a également apporté son soutien à la délégation canadienne auprès de l'OIAC afin de veiller à ce que les points de vue du Canada sur la mise en œuvre de la Convention soient entendus. Le président du Sénat, l'honorable Gildas Molgat, était le chef de la délégation canadienne à la première Conférence des États signataires, au cours de laquelle le Canada a été parmi les premiers à promettre une contribution au titre du Fonds de contributions volontaires pour l'aide aux pays victimes de l'emploi ou de la menace de l'emploi d'armes chimiques. Le Canada a également présenté une démonstration de son logiciel de déclaration. Enfin, l'Autorité nationale canadienne a participé à l'élaboration du mandat proposé pour le Conseil scientifique consultatif de l'OIAC.

La deuxième Conférence des États signataires de la CAC s'est déroulée à La Haye du 2 au 5 décembre 1997. Ses travaux, marqués par la première participation de la Fédération de Russie, de l'Iran et du Pakistan en tant que membres de plein droit, ont porté sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la Convention et sur le budget de l'OIAC. De plus, la Conférence a approuvé le mandat du Conseil scientifique consultatif.

La mise en œuvre de la CAC s'est accélérée à l'approche des derniers jours de 1997. La Convention compte en date du 9 janvier, 1998, 106 États signataires, ce qui en fait le deuxième instrument international quant au nombre d'adhésions, après le TNP. Le calendrier prévu pour les inspections a été globalement respecté, et celles-ci se sont bien déroulées dans l'ensemble.

SECTION NUCLÉAIRE

Coopération nucléaire bilatérale et multilatérale

Lors de la création de l'Agence en 1996, le Canada avait conclu 19 accords de coopération nucléaire bilatéraux avec 33 pays (l'accord avec l'EURATOM englobant les 15 pays de l'Union européenne). Ces accords, qui comportent de stricts engagements en matière de non-prolifération nucléaire, sont le préalable à toute coopération bilatérale dans ce domaine. Le Canada continue d'élargir son programme de coopération nucléaire à des fins pacifiques. Des accords conclus avec le Brésil, la Slovaquie et la Slovénie sont entrés en vigueur au cours de l'année écoulée, et un nouvel accord canado-argentin est venu remplacer une entente négociée dans les années 70. Enfin, des accords signés avec l'Ukraine et l'Uruguay sont en attente de ratification par ces deux pays.

Le Canada a tenu chaque année des consultations formelles portant sur la coopération bilatérale et les dossiers nucléaires multilatéraux avec trois de ses principaux partenaires dans ce domaine, soit l'EURATOM, le Japon et la Corée du Sud. En ce qui concerne la Corée, qui possède quatre réacteurs CANDU installés ou en construction, elle reste le pays étranger le plus fidèle à la technologie nucléaire canadienne.